

"Union Européenne : où en sommes-nous après le 60^e anniversaire du Traité de Rome ?"

Intervention de Bernard Barthalay (PE/WE)

en forme de confrontation terme à terme

de l'Europe d'avant et celle d'aujourd'hui

L'Europe dans le monde

- Une Europe **ruinée** aux prises avec deux **superpuissances** tutélaires étendant chacune son système à une moitié du continent.
- Une Europe **réunie** face à deux **ploutocraties** qui menacent la démocratie, la liberté d'aller et de venir, l'environnement et la paix.

Le système économique mondial

- **Bretton-Woods** : les Etats-Unis prennent la finance privée de vitesse et construisent un ordre multilatéral fort, à la fois monétaire, marchand et financier. L'anti-communisme tient lieu de ciment idéologique.
- **Consensus de Washington** : les Etats-nations sont à la remorque de la finance privée. Ils ont abdiqué leur souveraineté financière aux marchés dérégulés, sous l'emprise du dogme néo-libéral.

De la « finalité » à la réalité

- Les fondateurs voulaient des **Etats-Unis d'Europe**. Depuis, les Etats pris au piège communautaire ont finalement consenti à donner une façade démocratique à l'Union.
- Il n'est plus de bon ton de parler d'Etats-Unis d'Europe. Cependant, le **systeme** européen est déjà **fédéral** – d'un fédéralisme germanique, mais qui continue à parler à 28(-1) voix.

Europe et Etats membres

- Debré : « faire l'Europe, c'est **défaire la France** ».
- Brexit : faire sécession, c'est **défaire le Royaume-Uni**.

Un besoin anticipé devenu urgent

- Les institutions communautaires **préfiguraient** une fédération. Matériellement limitée à l'économie, la Communauté prit vite l'habitude de se mêler aussi du superflu, selon une habitude **bureaucratique** française
- L'Europe du tout-marché, dérégulée et privatisée, découvre **le besoin urgent d'une puissance publique** dans les domaines jusqu'ici réservés aux Etats : s'il est satisfait, que reste-t-il à Berlin, entre l'Europe et les *Länder*.

Le compromis social

- Un compromis **plan-marché** reflétait à la fois, dans la C.E.E., un compromis latino-germanique et la tension constitutionnelle propre à la R.F.A. entre ordo-libéralisme et monétarisme d'une part et république sociale, péréquation financière et planification du territoire, d'autre part.
- Tension entre l'*imperium* austéritaire de Berlin et la gouvernance inter-gouvernementale de l'euro-groupe, d'une part, et la demande de solidarité et de démocratie d'une opinion européenne en formation, de l'autre. Un compromis **privé-public-commun** ?

De l'international au fédéral

- Une gauche de classe qui culbute la C.E.D. sans regretter la Communauté politique, et s'enferme dans **l'internationalisme** failli.
- Un socialisme qui ne peut se réinventer démocratique sans Europe capable d'**action commune**

Socialistes et libéraux

- **Libérer les socialistes** de l'étatisme et de l'économicisme.
- **Libérer les libéraux** de l'économicisme et de la connivence avec l'identitarisme.

Sans les citoyens ou avec eux ?

- Une volonté – par défaut – d'**espace marchand sans opinion publique**
- Un *demos* en **formation sans espace public** : un besoin de République.